



CTSD du 03 février 2021

Déclaration préalable de l'UNSA Éducation

Dans un premier temps nous tenons à dire que nous regrettons que cette instance se tienne en distanciel même si nous entendons les arguments sanitaires. Cette organisation est bien moins pratique pour s'exprimer et nous demandons à ce que chaque organisation syndicale puisse s'exprimer réellement.

A propos de s'exprimer, au nom de l'UNSA-Education, nous allons le faire par le biais de cette déclaration, les occasions sont rares alors que nous avons beaucoup de choses à dire. Nous réitérerons certains points déjà évoqués dans le courrier que nous vous avons envoyé la semaine dernière et que nous avons abordés durant l'entretien avec Mme l'IENA.

Puisque nous allons aborder les documents préparatoires à ce CTSD, nous tenions à remercier vos services que nous n'oublions pas. L'UNSA Éducation ne manque jamais de rappeler le rôle important des personnels administratifs à notre ministre. A la lecture de ces documents, nous avons constaté, à regret, que vous envisagiez un nombre très important de fermetures bien loin des – 5 affichées, dès le départ, dans les choix faits par le recteur. Nous le déplorons fortement et le regrettons d'autant plus que cela se passe dans le contexte sanitaire actuel qui voit nos collègues œuvrer dans des conditions de travail difficiles depuis de nombreux mois, et ce n'est pas fini.

Est-il utile de rappeler les effets qu'a eu cette crise sur nos collègues, sur les élèves, notamment les plus fragiles, sur les élèves à Besoins Éducatifs Particuliers ? Pour prendre en compte ces élèves, et les autres, un geste fort aurait dû être acté : celui de ne pas de faire d'économies, et donc de ne pas faire de carte scolaire. C'est ce que nous demandons.

Certaines écoles ont eu un sursis pendant un an et l'ont apprécié. D'ailleurs certaines d'entre elles ne discutent pas leur baisse d'effectifs et la fermeture envisagée. Pour d'autres, grande et mauvaise a été la surprise et toute la communauté éducative locale a défendu et argumenté pour que vos projets de fermetures soient abandonnés ou que les ouvertures nécessaires soient envisagées. Nous en ferons de même en vous rappelant le contexte actuel bien difficile et aussi le contexte particulier qui est celui bien réel d'une vive concurrence avec le privé.

Nous argumenterons pour chacune des décisions envisagées jugées injustes par les personnels, parents et élèves qui les subissent et pour les demandes d'ouvertures qui n'ont pas été prises en compte, en ayant un pied bien ancré dans la réalité de nos écoles costarmoricaines et du tissu spécifique qui est le sien.

Nous n'oublions pas les données démographiques ni le contexte sanitaire, comment pourrions-nous le faire ? Nous n'oublions pas non plus qu'avec cette dotation de -5, il fallait ouvrir des classes monolingues et bilingues, des classes dédoublées, préserver les classes rurales, pourvoir en moyens de remplacements, sans parler des autres besoins oubliés : référents, Rased, classes spécialisées, enfants allophones... Nous avons une très vive inquiétude pour les Rased de notre département, nous y reviendrons.

En nous remémorant un temps pas si lointain où nous étions élus du personnel en CAPD, nous ne pouvons que nous inquiéter de la situation des trop nombreux collègues qui vont se retrouver sans poste, a fortiori dans la période actuelle et, il est utile de le rappeler, dans un mouvement des personnels qui se fait sans représentants du personnel du fait de la loi de la transformation de la Fonction publique, que nous dénonçons plus que jamais. Les majorations de points pour suppression de postes ne remplacent en aucun cas les règles précédentes qui permettaient aux personnes victimes de fermeture de classe de retrouver leur poste l'année de la suppression ou la suivante. Nous l'avions dénoncée et demandons donc que cette règle soit de nouveau dans la future circulaire du mouvement. Un mouvement qui risque d'être particulièrement difficile humainement du fait de ces nombreuses fermetures... Et quel message envoyé aux enseignants qui apprendront avec surprise ces décisions de fermetures en remerciement de tous leurs efforts des derniers mois...

Dans ce même registre, je vous laisse imaginer les réactions des équipes pédagogiques qui, alors qu'elles étaient sollicitées pour la refonte du projet d'école, ont eu la très mauvaise surprise d'apprendre qu'on prévoyait de leur fermer une classe, vous avouerez qu'il a alors été difficile de se projeter dans le futur.

Cette demande purement administrative de constitution de projet d'école, qui avait été ajournée à notre demande, fait partie des demandes de l'administration qui sont réapparues dès début janvier. Elles nous paraissent bien déconnectées de la situation actuelle et peu respectueuses des conditions de travail subies par nos collègues depuis de nombreux mois. Vous nous l'avez présentée comme de l'oxygène pour les équipes, je vous confirme qu'elles sont en apnée et notamment les directeurs et que ce n'est sûrement pas en leur rajoutant du travail qu'ils vont aller mieux.

En CHSCT ministériel et en CHSCTD, l'UNSA Éducation a soumis un avis (voté unanimement) qui demandait un point de situation chaque semaine concernant l'évolution de la pandémie de covid-19 dans le département. Il nous avait été répondu que ces informations nous seraient communiquées. Nous souhaiterions donc les recevoir afin d'avoir un éclairage sur ce qui se passe dans notre département, et ce de façon précise au fil du temps.

A ce propos, nous tenions à vous alerter sur la gestion en cours lors de détection de cas covid et cas contact, chez les élèves mais aussi chez les personnels. Il est indispensable qu'il y ait une harmonisation entre les informations données par les interlocuteurs (ARS et CPAM), pour l'élaboration de la liste des cas contacts, le temps réel de la mise en isolement et les éventuels tests à prodiguer pour la date de retour dans l'établissement. Nous vous rappelons, une fois encore, que ce sont nos collègues directeurs qui se retrouvent face aux parents qu'il faut rassurer devant le manque d'informations ou les informations contradictoires données par les différents protagonistes. Nous précisons que nos collègues directeurs sont aussi en classe et n'ont pas la même latitude que les chefs d'établissement pour organiser la « gestion de crise Covid », d'où la nécessité de leur octroyer un temps supplémentaire de décharge dès l'identification d'un cas covid afin de gérer la situation dans l'immédiat.

Nous vous alertons aussi sur les derniers protocoles de février et notamment sur la demande qui est faite quant aux masques. Nous tenons à vous indiquer que ce sujet a généré des tensions il y a quelques semaines et qu'il pourrait en générer d'autres dès la semaine prochaine, nous vous informons que certains élèves ne portaient déjà pas les masques adéquats ou les gardaient parfois une journée entière et une fois encore ce sont nos collègues et les directeurs qui pourraient se retrouver face aux parents mécontents, nous vous demandons une fois encore qu'ils soient alors soutenus, réellement. Et nous faisons la même demande en ce qui concerne les difficultés que peuvent rencontrer les équipes avec des municipalités, le dernier protocole ne va sûrement pas arranger les choses. En parlant de masques, le secrétaire du CHSCT vient de vous adresser un courrier concernant les masques distribués aux personnels, il y a de multiples problèmes.

A propos de décharge, nous vous avons écrit à deux reprises durant le premier trimestre vous demandant la priorisation des remplacements pour remplacer les personnels absents dans les écoles, ceci afin d'éviter le brassage des élèves. Nous n'avons jamais eu de réponse à nos courriers mais avons appris que ce serait le cas, ce qui nous paraissait être logique tant la priorité devrait aller à la protection des élèves et des personnels. Malheureusement, en ce début d'année et de second trimestre, nous avons appris par des collègues qu'il n'y avait pas de remplaçant disponible pour remplacer un collègue en arrêt de maladie ou cas contact COVID 19 dans une école, alors que des remplaçants assuraient le remplacement de personnels en formation Constellation. Nous réitérons notre demande tant la priorité devrait être d'éviter coûte que coûte

les brassages et à cet effet de prioriser des remplacements de collègues absents pour cause de santé, ou cas contact.

Nous avons demandé d'ajourner les formations non essentielles, comme l'a fait le SE-UNSA au niveau national. Les parents, les enfants et les personnels de nos écoles, qu'ils soient de l'Éducation ou des collectivités, sont ou seraient mécontents d'apprendre que soit priorisée la formation voulue par notre ministre plutôt que la limitation des brassages d'élèves. Nous avons bien compris que ces formations, préconisées par notre ministre, devaient absolument avoir lieu, mais nous ne pouvons accepter que cela soit prioritaire, a fortiori dans le contexte sanitaire actuel. Nous vous alertons également sur les personnels sous pression à qui on a imposé cette formation, de la même façon que les personnels qui doivent la dispenser.

Nous terminerons en alertant sur le manque d'AESH dans notre département, et donc d'accompagnement d'enfants, il est nécessaire de le rappeler. Nous réclamons à nouveau que des moyens soient octroyés afin que soient recrutés le nombre d'AESH suffisant car les besoins sont réels et la situation est difficile.

Et quid des inclusions idylliques selon notre ministre, si elles étaient réellement une priorité on ferait en sorte qu'elles puissent se faire dans les meilleures conditions donc avec le moins d'élèves possibles par classe...

Robin Maillot
Pour l'UNSA Éducation